

The Politics of German Codetermination, par HERBERT-J. SPIRO. Un vol., 6¼ po. x 9½, relié, 180 pages. — S. J. REGINALD SAUNDERS AND COMPANY LIMITED, Toronto, 1958. (\$5.25)

Camille Martin

Volume 34, numéro 3, octobre–décembre 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001352ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001352ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1958). Compte rendu de [*The Politics of German Codetermination*, par HERBERT-J. SPIRO. Un vol., 6¼ po. x 9½, relié, 180 pages. — S. J. REGINALD SAUNDERS AND COMPANY LIMITED, Toronto, 1958. (\$5.25)]. *L'Actualité économique*, 34(3), 509–510. <https://doi.org/10.7202/1001352ar>

La présente étude, par son analyse pénétrante et objective des cinq premières années du régime de la propriété d'État de l'industrie du charbon en Grande-Bretagne, fournit des éléments qui permettent de porter un jugement sur la valeur de la nationalisation, et éclaire les problèmes d'administration découlant de l'envergure de l'entreprise.

Cette description ou analyse de la nationalisation des charbonnages anglais présente l'événement tel qu'il s'est produit en fait, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un travail empirique qui expose la situation telle qu'elle est et non telle qu'elle pourrait ou devrait être.

L'industrie dont il est ici question est vaste et complexe; elle peut être envisagée sous plusieurs aspects. L'auteur a concentré son attention sur la structure du mécanisme administratif qui s'est développée sous le régime de la propriété nationale. Comme on ne saurait traiter un tel sujet sans toucher du même coup aux problèmes ouvriers, ce sont en fait ces deux sujets qui font l'objet de l'ouvrage.

L'auteur a cru nécessaire, avec raison, de faire état de la situation avant la nationalisation et les débats qui l'ont précédée et accompagnée, de façon à faire bien comprendre dans quel contexte l'événement s'est produit et aussi de façon à permettre au lecteur de faire les comparaisons qui s'imposent.

Sous le régime de l'entreprise privée, les charbonnages étaient reconnus pour leurs carences: chômage saisonnier, instabilité des profits, relations ouvrières défectueuses, routine en matière d'exploitation, insuffisance de production. L'étatisation a-t-elle apporté un remède ou du moins un soulagement à cet état de chose? Autrement dit, l'expérience a-t-elle été un succès ou un échec?

Pour répondre à cette question, l'auteur a recours à trois comparaisons. Il compare les résultats obtenus, premièrement avec l'âge d'or qu'en attendaient les socialistes; deuxièmement, avec les sombres prédictions des adversaires du projet; puis enfin, avec la situation qui serait vraisemblablement la situation actuelle si le régime de l'entreprise privée s'était maintenu.

Les conclusions sont à l'effet que la nationalisation n'a été ni la réalisation des rêves utopiques des socialistes ni la consommation de la ruine prédite par les conservateurs. En fait, il semble que l'on puisse avancer que, sous le nouveau régime, la production a été aussi forte et peut-être légèrement plus forte qu'elle ne l'aurait vraisemblablement été sous le régime de l'entreprise privée; que les prix n'ont pas monté plus haut et qu'ils sont même probablement restés inférieurs; que les problèmes fondamentaux de l'industrie ne s'en sont pas trouvés compliqués, mais peut-être même simplifiés. En définitive, il semble donc qu'un certain succès puisse être enregistré.

Camille Martin

The Politics of German Codetermination, par HERBERT J. SPIRO. Un vol., 6¼ po. × 9½, relié, 180 pages. — S. J. REGINALD SAUNDERS AND COMPANY LIMITED, Toronto, 1958. (\$5.25).

Sous ce nom plutôt énigmatique de *codetermination* se cache notre co-gestion de l'entreprise. La formule qui, à toute fin pratique, a vu le jour en Allemagne où elle a été appliquée pour la première fois dans l'industrie de l'acier de la Ruhr

en 1947, pour conforme qu'elle soit au tempérament allemand, entre en conflit direct avec les conceptions américaines traditionnelles. L'initiative a donc été fort discutée, tant en raison de sa nouveauté et de son caractère révolutionnaire qu'en raison des circonstances particulières de lieu et de temps qui ont accompagné sa venue dans cette Allemagne d'après-guerre.

L'abondante littérature publiée sur le sujet ignore cependant un peu trop l'aspect politique de la question: accorder aux ouvriers une part de la gestion de l'entreprise n'est pas seulement une mesure économique, mais également une mesure politique. L'auteur examine donc l'institution nouvelle sous cet angle. Il en revoit les origines en tenant compte de l'élément idéologique que l'Allemand n'a pas manqué d'y introduire; il en décrit le fonctionnement en relation avec le milieu légal propre au pays concerné; enfin, un dernier chapitre, sur le présent et l'avenir de la *codetermination*, présente quatre cas concrets qui illustrent la mise en œuvre des forces idéologiques et de l'instrument légal dont il vient d'être question, et montrent les effets de l'initiative nouvelle sur les entreprises, les travailleurs, les administrateurs, les syndicats ouvriers et la politique allemande en général.

En se plaçant à ce point de vue politique, l'auteur est amené à aborder des questions comme celles de savoir comment le schéma nouveau affecte la situation politique, si les travailleurs y gagnent ou y perdent, comment la responsabilité des intéressés s'en trouve affectée, qui prend les décisions en définitive, quelles sont les alternatives, quels sont les moyens d'en prévoir les conséquences et les moyens d'en déjouer l'exécution, comment tout cela se compare avec la situation existante avant la *codetermination* et avec celle des entreprises qui n'ont pas adopté le système.

Même si l'on montre peu d'empressement, en Amérique, à adopter la formule, l'expérience acquise ailleurs ne peut manquer d'être profitable, ne fut-ce que comme stimulant pour repenser la politique des relations ouvrières.

Camille Martin

Pour les chercheurs

Articles récents en lecture à la bibliothèque de l'École
des Hautes Études commerciales

CLASSIFICATION DES RUBRIQUES

- | | |
|---|--|
| 1. Théorie économique; histoire des théories économiques. | 11. Mines et énergie. |
| 2. Histoire économique; conjoncture actuelle. | 12. Industrie et commerce. |
| 3. Statistique; comptes et revenus nationaux. | 13. Transports; communications; services publics. |
| 4. Politiques et systèmes économiques. | 14. Géographie économique et développement économique. |
| 5. Finances publiques. | 15. Relations économiques et politiques internationales. |
| 6. Monnaie; crédit; banque; finance. | 16. Travail. |
| 7. Assurances. | 17. Démographie; bien-être social. |
| 8. Économie de l'entreprise: administration, financement, vente, etc. | 18. Sociologie. |
| 9. Comptabilité. | 19. Science politique; administration publique. |
| 10. Agriculture; pêche et chasse; forêt. | 20. Divers. |